

New Europe College Yearbook 2004-2005



CĂTĂLIN AVRAMESCU
CĂTĂLIN CREȚU
ANCA GHEAUȘ
ADRIAN HATOS
ANDREEA IANCU
ALEXANDRA IONESCU
BOGDAN MINCĂ
MIHAELA MUNTEANU
ALIN TAT
FLORIN ȚURCANU

Editor: Irina Vainovski-Mihai

Copyright © 2009 – New Europe College

ISSN 1584-0298

NEW EUROPE COLLEGE

Str. Plantelor 21

023971 Bucharest

Romania

www.nec.ro

Tel. (+4) 021 327.00.35, Fax (+4) 021 327.07.74

E-mail: nec@nec.ro



FLORIN ȚURCANU

Né en 1967 à Turnu Severin

Docteur en Sciences Historiques, Université de Bucarest (2003)

Thèse : *Mircea Eliade. Une biographie intellectuelle et politique*

Chercheur, Institut d'Études Sud-Est Européennes, Bucarest

Maître de conférences, Faculté de Sciences Politiques, Université de Bucarest

Professeur invité, Ecole Normale Supérieure de Paris (2005)

Bourse de l'Association des Universités Francophones.

Stage de recherche à l'EHESS de Paris (2004)

Junior Fellow au Collegium Budapest (1999-2000)

Stage de recherche à l'INALCO, Paris (1993)

Stages de recherche à l'EHESS, Paris (1990-1991; 1993; 1995)

Nombreux articles et études publiés dans des revues et des recueils d'études en Roumanie, France, Italie et Hollande

Livre :

Mircea Eliade, le prisonnier de l'histoire, Editions La Découverte, Paris, 2003

REPRÉSENTATIONS DE LA FRANCE POLITIQUE DANS L'OPINION ROUMAINE PENDANT L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Le 27 août 1936, l'historien roumain Nicolae Iorga, grande figure à la fois intellectuelle et politique, habitué des milieux académiques européens et ancien premier ministre entre avril 1931 et juin 1932, recevait chez lui le secrétaire de l'ambassade de France à Bucarest et chargé d'affaires *ad interim*, Jean Paul-Boncour.

« Il est inquiet du glissement vers la droite (de l'opinion roumaine) et donc vers l'Allemagne, note Iorga dans son journal. Je lui dis que le roi décide et que n'importe quel gouvernement fera la politique du roi. *Il n'existe pas d'opinion publique* (c'est moi qui souligne, F.T.). (...) Le roi va tenir la parole qu'il a donné à Paris »¹.

En effet, lors de sa dernière visite à Paris, en février 1936, le roi Carol II avait tenté de rassurer ses interlocuteurs français sur l'orientation politique de son pays et avait déclaré dans un entretien accordé au journal français *Excelsior*:

« Là où se trouvera l'armée française, l'armée roumaine se trouvera elle aussi, toujours »².

Cette déclaration claironnante était faite un mois avant la crise rhénane qui devait porter un coup très fort à l'image de la France dans les pays d'Europe Centrale dont la Roumanie.

La remarque de Iorga peut être interprétée non pas tant comme un constat d'inexistence d'une opinion publique roumaine que comme une certitude quant à son faible poids politique, notamment en ce qui concerne les orientations de la politique étrangère de son pays. Familiarisé avec

le clientélisme de la démocratie roumaine, avec l'importance des tractations politiques de coulisses, la présence de la censure et les tendances autoritaires du roi Carol II, Iorga, qui déteste le système parlementaire roumain était vraisemblablement tenté de minimiser l'importance éventuelle d'une opinion publique. Il le fait d'autant plus que, s'il existe un ferment de contestation radicale dans l'opinion roumaine de l'année 1936, celui-ci est représenté par la Garde de Fer, dont il méprise le chef charismatique, Corneliu Zelea Codreanu. Il n'est pas non plus impossible que l'historien ait voulu rassurer son interlocuteur inquiet sur un éventuel basculement de la Roumanie dans le camp de l'Allemagne nazie mais ses propos contrastaient, en fait, avec des réalités qui étaient déjà en voie de cristallisation : d'une part le prestige de la France était gravement affecté en ce moment par l'issue de la crise rhénane ; de l'autre, il y avait bel et bien eu manifestation d'un courant d'opinion réservé ou hostile dans les cercles politiques et dans une partie de la presse roumaine à l'égard de la victoire électorale du Front Populaire et de l'ascension de Léon Blum à la tête du gouvernement français en mai-juin 1936³. Ce courant d'opinion, renforcé par l'éclatement de la guerre d'Espagne en juillet 1936, mettait en cause précisément la politique étrangère de la Roumanie, son alliance avec la France, son rôle dans le cadre de la SDN et le rapprochement entre Bucarest et Moscou que Paris avait encouragé avec un succès limité ces derniers temps. Des polémiques entre les journaux nationalistes, hostiles au communisme et aux changements politiques en France et les journaux de gauche, favorables au Front populaire allaient dégénérer dans des violences de rues en juin 1936⁴. Deux mois après la discussion entre Iorga et Boncour, le chef de la Garde de Fer adressait publiquement au roi et à la classe politique roumaine un « Mémoire » menaçant au sujet de la politique étrangère de la Roumanie où il demandait l'abandon du système d'alliances du pays, l'écartement de toute perspective d'un rapprochement avec les adversaires de l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste et une réorientation nette de la politique roumaine vers ces deux puissances, « Etats des révolutions nationales qui combattent pour la défense de la Croix et d'une civilisation millénaire »⁵.

Il est donc important de ne pas sous-estimer l'ampleur de la manifestation en 1936 des courants d'opinions qui expriment une désaffection vis-à-vis de la scène politique française et de l'alliance de la Roumanie avec la France. Ce sentiment s'accompagne d'une sensibilité poussée, parfois, jusqu'à l'admiration inconditionnelle pour les régimes

politiques de Mussolini et Hitler. Sans tenir compte de ces courants d'opinion que Iorga avait tendance à minimiser dans sa discussion avec Boncour, on ne s'explique pas l'accroissement rapide des rangs de la Garde de fer qui triple ses effectifs dans le courant de 1937. En décembre 1937 la Garde de Fer aller devenir, à la suite des élections, le troisième parti politique du pays et cette ascension menaçante hâtera le moment du coup d'Etat par lequel, le 10 février 1938, le roi Carol II va mettre fin au régime parlementaire en le remplaçant par une dictature personnelle.

La Grande Guerre et les traités de paix de 1919-1920 ont donné aux rapports franco-roumains un contenu politique sans égal depuis l'époque de Napoléon III. La convergence des intérêts des deux pays sur la scène européenne semble évidente et destinée à durer le lendemain de l'hécatombe de 1914-1918 : défense des traités de paix, système d'alliance entre la France et plusieurs pays d'Europe centrale et balkanique, barrière à l'Est contre l'expansion du bolchevisme. Un rapport diplomatique français notait en janvier 1920 :

« L'opinion générale dans les milieux politiques roumains est que la Roumanie ne peut garantir son avenir que par une alliance avec les Puissances occidentales, en premier lieu avec la France. On ajoute qu'il est désirable que cette alliance soit faite avant la reconstitution de la Russie... »⁶

Plusieurs évolutions allaient progressivement éroder l'alliance franco-roumaine : le décalage qui se manifeste entre les deux pays en ce qui concerne leurs rapports respectifs avec l'URSS, l'incapacité de la France à déterminer une reconnaissance par Moscou de la frontière orientale de la Roumanie, la séduction exercée par l'Italie fasciste sur certains responsables politiques roumains, l'évolution négative des relations économiques bilatérales qui pousse la Roumanie à se rapprocher économiquement de l'Allemagne, la diminution rapide de la crédibilité internationale de la France à partir de la crise rhénane de mars 1936.

Si l'une des grilles de lecture roumaine de la politique française se forme en fonction des relations entre les deux pays et de leur collaboration sur la scène internationale, une autre est centrée sur la politique intérieure française, sur ses acteurs, ses moments forts et ses valeurs. Mais lorsque pendant les années trente la politique étrangère de la France s'enfoncé, comme l'a dit Jean-Baptiste Duroselle, dans la « décadence »⁷, on assiste en Roumanie à un recouplement de ces deux grilles de lecture, la faiblesse

de l'action française en Europe étant de plus en plus expliquée par les faiblesses structurales de son ordre politique intérieur.

Cerner les contours et les différentes composantes de l'opinion publique dans la Roumanie de l'entre-deux-guerres ne peut constituer qu'une démarche approximative non seulement parce que nous ne disposons point de sondages d'opinion – en fin de compte même en France l'un des premiers sondages d'opinion est fait en 1938 à l'occasion des accords de Munich⁸ – mais surtout à cause des caractéristiques sociales et culturelles du pays et du fonctionnement de son système politique. Avec 80 % de population rurale et un taux d'analphabétisme de 40 % en 1930, les dimensions de l'opinion publique roumaine ne peuvent être que réduites et il faut y ajouter les différentes entraves à la liberté d'expression – censure de la presse, confiscation de journaux, interdiction de réunions publiques, trucage des élections, etc. – qui ne sont jamais absentes de 1918 à l'abolition du régime parlementaire en 1938.

Mais, si faible qu'elle eut été, l'opinion publique roumaine de l'entre-deux-guerres était une réalité en expansion à cause des progrès indiscutables même si limités de l'urbanisation et de l'alphabétisation ainsi que par la multiplication après 1918 du nombre de formations politique, de journaux et de revues à caractère politique. L'on peut invoquer aussi le mot d'Alain Girard selon lequel « l'opinion publique ne fait pas plus la politique étrangère qu'elle ne fait la politique intérieure, mais aucune politique semble-t-il ne peut se faire ni contre elle, ni sans elle »⁹. Nous prenons en compte pour une recherche préliminaire sur les représentations de la France politique dans la Roumanie de l'entre-deux-guerres plusieurs catégories de sources : la presse considérée à la fois comme formatrice et comme reflet de l'opinion, les discours dans le Parlement roumain, les rapports diplomatiques issus de l'ambassade de France à Bucarest, les documents personnels tel la correspondance et les journaux intimes. D'autres sources, tel les rapports des autorités administratives roumaines, devront elles aussi être interrogées, mais l'auteur de ces lignes n'est pas en mesure d'évaluer aujourd'hui les bénéfices que l'on pourrait tirer. D'autre part nous précisons d'emblée que cette recherche va privilégier les sensibilités et les représentations concernant la politique française qui circulèrent dans les rangs de la droite et de l'extrême droite roumaine.

* * *

1936 est l'année où finit par s'imposer dans l'imaginaire politique roumain attaché à la France le thème, déjà existant, d'une France profondément divisée, l'image des « deux France » qui s'affrontent politiquement et culturellement à travers une crise d'identité dommageable sinon suicidaire qui ne peut manquer d'intéresser les Roumains et leur politique étrangère.

L'histoire du thème des « deux France », qui est avant tout, mais pas exclusivement, un topos de l'imaginaire de droite et d'extrême droite remonte, en Roumanie, aux lendemains de la Première guerre mondiale. Ce thème est, à ses débuts, le résultat de la transplantation dans les milieux intellectuels roumains d'une nouvelle lecture, politique, des milieux intellectuels français qui se cristallise en France même à partir de la fameuse « bataille des manifestes » de l'été 1919¹⁰. Celle-ci avait opposé alors les défenseurs de « L'Internationale de la pensée » ou « de l'esprit » groupés autour des pourfendeurs de la Grande guerre Romain Rolland et Henri Barbusse au « Parti de l'intelligence » hostile au « bolchevisme de la pensée » et regroupé autour des intellectuels conservateurs ou plus spécifiquement maurrassiens comme Henri Massis, Jacques Bainville, Jacques Maritain ou Charles Maurras lui-même¹¹. Dans cet épisode l'historien Jean-François Sirinelli a vu « une nouvelle ligne de partage des eaux » au sein de l'intelligentsia française où se dessine l'affrontement entre intellectuels plus ou moins touchés par « le charme universel d'Octobre » (François Furet) et l'anticommunisme intellectuel en voie d'internationalisation¹².

La réception de cette polarisation politique de l'intelligentsia française dans le contexte international des années 1917-1919 marque un tournant dans le rapport des intellectuels roumains à la France. Ces derniers seront dorénavant plus sensibles aux enjeux et aux prises de position politiques qui concernent les différentes personnalités et groupes intellectuels en France. Certains intellectuels roumains essayeront même de se positionner du point de vue politique en fonction des clivages qui traversaient le champ intellectuel français des premières années de l'après-guerre.

La réceptivité des intellectuels et des gens cultivés de Roumanie à l'égard du paysage intellectuel français d'après 1918 s'inscrivait à la fois dans une continuité et une rupture avec l'avant-guerre. Cette réceptivité était rendue possible tout d'abord par l'importance traditionnelle de la consommation de produits culturels français dans le pays. L'ampleur de cette consommation développait, par elle-même, un potentiel politique, comme l'avait montré la sympathie quasi générale que l'opinion roumaine

avait montré à la France dans les années 1914-1916 avant que la Roumanie elle-même ne fasse son entrée en guerre du côté de l'Entente. Le poète Tudor Arghezi, l'un des rares intellectuels germanophiles de Bucarest pendant le conflit, avait raison de noter en 1923 en pensant rétrospectivement à son propre pays :

« Pendant la guerre mondiale les sympathies les plus nombreuses sont allées du côté de la France. L'école française et le livre français ont accompli ce que jamais n'aurait pu accomplir la politique française »¹³.

En deuxième lieu, les transformations subies par la Roumanie dans les années 1918-1923, c'est-à-dire de l'accomplissement de l'unité nationale à l'adoption d'une nouvelle constitution, plus démocratique, explique le fait que la France politique en général et non seulement ses intellectuels politisés, devient une source nouvelle de repères, de moyens d'analyse et de classification politique, voir un repoussoir pour de nouvelles sensibilités politiques qui naissent en Roumanie à cette époque. L'après-guerre voit l'avènement d'une « Grande Roumanie » qui a plus que doublé son territoire national sur l'étendue duquel les minorités non-roumaines forment près d'un tiers de la population. Trois des six voisins de la Roumanie ont des revendications territoriales à son égard, notamment la Russie soviétique qui n'a jamais reconnu officiellement l'appartenance de la Bessarabie à l'Etat roumain. La revendication de cette province par Moscou s'accompagne d'incidents de frontière répétés entre 1918-1924 et d'une propagande communiste non négligeable sur le territoire roumain qui fait naître beaucoup d'hostilité dans la bourgeoisie, l'aristocratie, l'armée, dans une partie du milieu étudiant et dans la majorité de l'intelligentsia roumaine. Un « parti communiste de Roumanie », faible et complètement inféodé à Moscou sera fondé en mai 1921 pour être interdit trois ans plus tard¹⁴.

La visite qu'entreprend en novembre 1925 l'écrivain Henri Barbusse en Roumanie est un révélateur important des effets de la polarisation politique des intellectuels et de la presse roumaine sur les représentations liées à la figure de Barbusse et plus généralement aux rapports entre intellectuels français et communisme. La notoriété de Barbusse s'était accrue en Roumanie depuis la sortie, en 1919, d'une première traduction de son roman *Le Feu*¹⁵. Des revues intellectuelles prestigieuses comme *Ideea Europeană*, *Viața Românească*, *Lucefărul* ou des hebdomadaires politiques comme *Fapta* pour ne mentionner que ceux-là avaient assuré

une visibilité certaine à Barbusse et Romain Rolland, à leurs oeuvres ainsi qu'à leurs manifestes de 1919 et 1920¹⁶. Plus tard, dans le courant des années 1920 des périodiques intellectuels proches du Parti communiste tel *Cugetul liber*, *Cultura proletară*, *Cuvântul liber* vont prendre le relais notamment à partir de 1921 quant Barbusse se rapproche très visiblement du PCF pour finir par y adhérer en 1923¹⁷.

L'adhésion de Barbusse au PCF a précédé d'un an l'incident le plus grave provoqué par le Comintern sur le territoire roumain pendant l'entre-deux- guerres : l'attaque et la tentative échouée d'insurrection prosoviétique de Tatar Bunar (sud de la Bessarabie) en septembre 1924. Le Comintern a dirigée toute une campagne en Europe dans la presse et dans les milieux intellectuels de gauche afin de discréditer le procès organisé par les autorités roumaines à l'encontre des insurgés procommunistes. Dans le cadre de cette campagne s'inscrit la visite d'Henri Barbusse en Roumanie en novembre 1925, dans le but déclaré d'« enquêter sur la situation des prisonniers politiques » et d'assister au déroulement du procès des insurgés de Tatar Bunar¹⁸. Au-delà de l'accueil plutôt correct des autorités de Bucarest impressionnées par la renommée de l'écrivain (il sera reçu, entre autres, par le ministre roumain des affaires étrangères), l'appartenance connue de Barbusse au PCF et sa sympathie déclarée pour l'URSS provoque d'importants remous dans l'opinion roumaine. La presse de gauche (*Cuvântul Liber*, *Adevărul*, *Facla*) défend, dans son ensemble, la visite de Barbusse en essayant de séparer son enquête « humanitaire » de son engagement communiste (passé d'ailleurs sous silence) et en insistant sur la valeur de l'écrivain, son courage sur le front, voir sur son aspect physique (« on pense, en le regardant, à la Cène de Vinci où le visage du Christ n'est qu'une tache de lumière »¹⁹). La presse de droite et d'extrême droite réagit violemment en insistant précisément sur le rôle de Barbusse comme agent d'influence du Comintern : « Qui l'a chargé d'enquêter en Roumanie : l'opinion publique occidentale, mondiale, universelle ou bien la Ille Internationale dont il partage les principes sans combattre les méthodes ? »²⁰. Le rédacteur en chef d'un des principaux journaux de gauche, *Adevărul*, en désaccord avec son équipe, persiste dans ses réserves concernant la visite de Barbusse (« Pourquoi ne va-t-il pas enquêter là où depuis huit ans il n'y a plus de liberté, plus de journaux dont les opinions diffèrent de celles des puissants du jour, plus d'institution représentative ? [...] Pourquoi ne passe-t-il pas en Russie car c'est là bas qu'ont lieu les plus grands drames ? »²¹) et donne sa démission. Une manifestation de rue favorable à Barbusse sera

attaquée par des étudiants nationalistes qui, à leur tour, manifesteront contre l'écrivain dans le centre-ville de Bucarest et seront dispersées par la police²². Les rapports envoyés à Paris par l'ambassade française en Roumanie signale que les manifestants hostiles à Barbusse – essentiellement des étudiants nationalistes – ont pris soin de faire alterner leurs cris contre l'écrivain communiste avec le chant de la « Marseillaise » et qu'ils se sont même rendus devant l'ambassade pour montrer à cette occasion leur sympathie à la France afin de ne pas laisser de doute sur la véritable cible de leur colère²³. L'écrivain nationaliste Octavian Goga se félicitait à cette occasion de la réaction de « l'opinion publique » :

« (Barbusse) s'est rendu à Chişinău avec une suite de bolcheviques pour tenter d'influencer le procès des rebelles de Tatar Bunar. Nous avons vu le résultat. Le gouvernement a appliqué sa vieille méthode : réception, buffet, discours. L'opinion publique, quant à elle, a réagi. La protestation de la foule s'est transformée en révolte et le distingué romancier M. Henri Barbusse, a eu droit à une musique peu plaisante devant l'hôtel 'Athénée Palace' »²⁴.

La société des écrivains roumains publie une protestation contre le but de la visite de Barbusse et une interpellation hostile d'un député a même eu lieu au Parlement roumain au sujet de la permission accordée par les autorités roumaine au déroulement de cette visite²⁵.

L'épisode de la présence de Barbusse en Roumanie engendre la plus importante manifestation d'hostilité d'une partie de l'opinion roumaine à l'égard du communisme français et de l'intelligentsia française de gauche pendant les années 1920. Le sentiment national est, pour la première fois, heurté directement par ce qui apparaît comme l'insensibilité coupable d'un intellectuel français fasciné par l'expérience communiste à l'égard des méfaits de l'impérialisme soviétique, héritier lui-même de l'impérialisme des tsars qui avait pesé sur le Roumains depuis le 18^e siècle.

On assiste, entre certaines limites, à une réédition des manifestations hostiles qui accompagnaient en 1902 la visite de Bernard Lazare venu dénoncer en Roumanie même et avec beaucoup plus de raison que n'en avait de son côté Barbusse, la politique antisémite des gouvernements de Bucarest²⁶. Mais, laissant de côté cette analogie, on peut dire que l'hostilité montrée à Barbusse annonce d'autres réactions du même genre. Dans les années 1930 des manifestations d'hostilité explicite se produiront

en Roumanie contre André Gide ou de Léon Blum, cette fois-ci dans l'absence des intéressés et les raisons seront, de même, leur association avec le communisme.

Un de ceux qui aux yeux des nationalistes roumains combattaient en France même le communisme était, à cette époque, Charles Maurras avec son mouvement l'Action Française. Cette mouvance politique monarchiste, antirépublicaine, antiparlementaire et antisémite avait déjà acquis une visibilité limitée dans les rangs de l'élite aristocratique roumaine d'avant 1914, mais la véritable diffusion de son image et de son message politique en Roumanie ne date que d'après 1918 et coïncide avec l'époque d'ascension de l'AF en France même de 1918 à 1927²⁷. C'est vers 1924, constate l'hebdomadaire intellectuel *Ideea Europeană* que « (les ouvrages) de Léon Daudet et Charles Maurras deviennent chez nous une présence habituelle »²⁸ tandis que plusieurs intellectuels et journalistes nationalistes roumains commencent à chercher l'inspiration du côté du journalisme et des livres politiques de Maurras. L'intérêt accru pour la figure et la pensée du chef de l'AF coïncide avec les réactions provoquées par la redéfinition sur des bases nouvelles du régime parlementaire en Roumanie après 1918 et avec l'apparition du communisme comme menace directe à l'égard de l'intégrité territoriale et de l'ordre politique de la « Grande Roumanie ». C'est ainsi que l'intérêt suscité par la critique maurrassienne du parlementarisme et de la démocratie, par l'antisémitisme et le nationalisme monarchique de Maurras va transformer celui-ci — aux yeux de la droite et de l'extrême droite roumaine — en une séduisante figure située à l'opposée de l'image ambiguë d'une France officielle, républicaine, démocratique et laïque qui était pourtant l'alliée de la Roumanie depuis 1916. « Des monarchistes, des nationalistes intransigeants en conflit aigu et permanent avec les principes républicains, hostiles à l'ordre de l'Etat démocratique, de véritables révolutionnaires qui emploient la violence », écrit admiratif à propos de l'AF en 1926 un des théoriciens les plus violents du nationalisme et de l'antisémitisme roumain, Nicolae Roșu²⁹.

De cette opposition entre la mouvance maurrassienne et la République naît en Roumanie la carrière que fera la figure de Maurras comme symbole de la « vraie France », « la France de Bayard opposée à la France de Léon Blum » comme disait Corneliu Zelea Codreanu. Cette carrière débute vers le milieu des années 1920 et continuera jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale. Le journal bucarestois *Cuvântul* qui fait sa parution en novembre 1924 sera, surtout à ses débuts, le plus important

promoteur d'une image favorable de Maurras et de l'AF en Roumanie. Même si les conséquences sur l'opinion roumaine ne sont pas mesurables, il suffit de dire que ce journal, lu par les intellectuels de tout bord et très impliqué dans les disputes politiques des années 1924-1933, était le principal porte-parole de l'antilibéralisme de droite en Roumanie pendant cette période.

« Ce grand écrivain qui domine notre siècle de la même manière que Voltaire a dominé le sien », écrit le correspondant du journal *Cuvântul* qui va interviewer Maurras à l'automne 1924³⁰. Pour ses admirateurs de *Cuvântul*, de même que pour ses partisans français, Maurras est l'anti-Voltaire tout comme l'Action Française représente « la France héroïque », « la France des réalités permanentes » opposée à la France qui enterre Jean Jaurès au Panthéon en décembre 1924, « la France pacifiste, nourrie de rêves humanitaires », « la France des illusions »³¹.

Le thème des « deux France » est renforcé et rendu encore plus explicite en Roumanie à l'aide de la rhétorique maurrassienne elle-même qui dénonce volontiers « l'anti-France » ou « les quatre Etats confédérés » : les Juifs, les protestants, les 'métèques' et les francs-maçons qui se trouvent à l'origine de la démocratie parlementaire française³².

Le discours antiparlementaire s'invente en Roumanie après 1918 à l'exemple des attaques dirigées contre les institutions de la IIIe République par Maurras, Maurice Barrès et Léon Daudet. Les trois écrivains français, souvent invoqués et cités dans les pages de *Cuvântul* apparaissent aux yeux de leurs émules roumains comme des David intellectuels opposés au nom d'une certaine forme de réalisme politique à la massivité du mensonge parlementaire et des illusions internationalistes et démocratiques. Leur lance-pierre, notamment dans le cas de deux dirigeants de l'AF – Maurras et Daudet – est l'arme efficace du journalisme militant :

« L'influence gagnée par ceux de l'Action française confirme le rôle décisif des intellectuels dans la vie moderne. Une action quotidienne et tenace, un combat permanent, des textes qui indiquent une direction claire, un courage qui grandit avec le danger, tout cela caractérise la dépense d'énergie de Charles Maurras. Au même moment où ses derniers livres – *La musique intérieure*, *Barbarie et poésie*, occupent les vitrines des librairies... ses articles politiques frappent avec une vigueur chaque jour renouvelée dans le désordre politique de la France ».

Menacés par les attentats de leurs adversaires d'extrême gauche, « ceux de l'Action française nous offre une belle leçon de bravoure journalistique »³³.

La démocratie et le parlementarisme importés en Roumanie au XIX^e siècle sont « une erreur d'origine occidentale et, plus précisément, d'origine française ». « A l'erreur française nous avons été obligés d'opposer... la critique française (de cette erreur). Au poison son antidote. C'est ainsi que nous sommes arrivé à Maurras », écrit dans *Cuvântul*, un des admirateurs roumains de l'AF, Eugen Titeanu³⁴.

La genèse d'un antiparlementarisme roumain après 1918 s'explique dans le contexte du changement de régime politique à la suite de l'adoption du suffrage universel masculin, de la multiplication du nombre de partis politiques et de la nouvelle visibilité du Parlement dans la vie publique. L'historien Vlad Georgescu attirait l'attention sur la recomposition de la classe politique roumaine à la suite de ces transformations rapides. Un des résultats de l'adoption du suffrage universel masculin a été, précisément, l'apparition d'un groupe de plus en plus nombreux de professionnels de la politique, une catégorie presque absente en Roumanie avant 1914. Jusqu'à la Grande Guerre le recrutement des hommes politiques se faisait avant tout parmi les grands propriétaires terriens qui, étant indépendants du point de vue économique, ne pratiquaient pas la politique comme une profession³⁵. Cette catégorie sera dorénavant associée par la droite roumaine à l'émergence du nouveau parlementarisme d'après 1918 et va s'attirer les foudres du maurrassien bucarestois Pamfil Șeicaru grand lecteur, entre autres, des diatribes antiparlementaires de Maurice Barrès : « Nous voulons éliminer la classe inutile et parasitaire des politiciens sans profession certaine qui ne vivent que pour et par la politique »³⁶.

Mais, autour de 1925, Maurras est aussi pour certains de ses admirateurs roumains l'anti-Lénine de manière plus évidente encore que Mussolini à cause de son prestige de doctrinaire de la droite que le Duce ne peut lui disputer. Pamfil Șeicaru, rédacteur en chef de *Cuvântul* et président du syndicat des journalistes roumains embrasse ouvertement la dichotomie proposée par le syndicaliste Edouard Berth en 1924 dans son ouvrage *Guerre des Etats ou guerre des classes*:

« La révolution ayant actuellement sa direction à Moscou et la contre-révolution son domicile à Paris on pourrait dire 'Maurras ou Lénine' pour résumer par deux noms l'opposition dramatique autour de laquelle doivent se polariser... les différentes positions actuelles »³⁷.

La dichotomie Maurras-Lénine devait raisonner de manière particulière dans un pays pour lequel le danger communiste revêtait l'aspect d'une dispute frontalière avec Moscou et celui de la subversion armée. En juin 1925, neuf mois après l'épisode Tatar Bunar, Şeicaru opposait dans un article la figure de Maurras aussi bien aux communistes français qu'au personnel politique de la République, accusé, en la personne du ministre de l'intérieur, de connivence avec le PCF :

« Parce que l'Action Française est le seul groupe politique qui mène un combat ouvert contre le communisme... M. Abraham Schrameck a décidé de procéder à des perquisitions non pas aux sièges des cellules communistes mais chez chaque membre de l'Action Française. Devant cette action de désarmement du groupe... qui est la cible permanente des assassinats communistes et d'encouragement ouvert des moscoutaires, Charles Maurras a adressé une lettre ouverte au ministre de l'intérieur Abraham Schrameck en le mettant en garde avec un courage impressionnant sur les effets que risque d'avoir sa politique défiante à l'égard de l'instinct de conservation de la race. La menace de mort qui l'accompagne est explicite mais clairement motivée »³⁸.

En effet, Maurras avait joint à sa lettre quelques lignes adressées à Schrameck qui devaient le mener au tribunal :

« Ce serait sans haine et sans crainte que je donnerais l'ordre de répandre votre sang de chien si vous abusiez du pouvoir public pour ouvrir les vannes du sang français répandu sous les balles et les couteaux des bandits de Moscou que vous aimez »³⁹.

Pour un autre intellectuel traditionaliste, profondément opposé au régime parlementaire, le philosophe Nae Ionescu, la dichotomie Maurras-Lénine est, cependant, beaucoup moins importante que ce qui rapproche, paradoxalement, les deux personnages : leur irrémédiable opposition au libéralisme qui est un signe des temps.

« Le monarchisme de Maurras, la dictature de Mussolini et la minorité (révolutionnaire) consciente de Lénine sont autant de phénomènes qui prouvent la crise du régime démocratique et la marche de l'humanité vers d'autres formes d'organisation sociale »⁴⁰.

Une des représentations récurrentes attachées à la figure de Charles Maurras et à l'image de l'AF dans les rangs de la presse nationaliste et antisémite en Roumanie est celle d'un chef politique et d'un mouvement persécutés périodiquement par la République française et injustement frappés par le Vatican qui ne reconnaît pas en Maurras son meilleur défenseur. Le procès de Maurras en 1925, la condamnation papale de l'AF en 1926, l'arrestation de Léon Daudet en 1927, la condamnation de Maurras à onze mois de prison ferme en 1936 seront autant d'épisodes que la presse roumaine, toutes tendances confondues, ne manquera pas de commenter et qui contribueront à développer la sympathie pour le mouvement monarchiste dans les rangs de la droite et de l'extrême droite roumaine ainsi que le sentiment de l'existence de deux France, irrémédiablement opposées. Dans la revue *Gândirea*, qui était le pôle du traditionalisme « orthodoxiste » dans le monde intellectuel roumain, Nichifor Crainic, tout en rappelant les différences entre le traditionalisme de l'AF et celui qu'il défendait lui-même, proclame en 1927 son admiration pour la mouvance monarchiste et pour ses chefs à la suite de la condamnation pontificale et de l'arrestation de Léon Daudet :

« Défendre le catholicisme et se voir excommunier par le Pape pour cause de paganisme ; donner au nationalisme français le plus puissant ferment intellectuel et subir en même temps la persécution obstinée menée par la République à cause de ton monarchisme (bien que la perspective d'une restauration ne soit pas imminente). (...) Nous ne sommes pas de ceux qui embrassent complètement la doctrine de l'AF... mais cela ne nous empêche pas de reconnaître dans son combat la manifestation du destin tellement tragique que subissent aujourd'hui des écrivains et des penseurs de la taille de Daudet et Maurras. Ce qui attire toute notre sympathie est surtout l'héroïsme moral impressionnant et sans égal avec lequel ces hommes assume chaque jour les conséquences de leurs idées »⁴¹.

Nous allons nous pencher plus loin sur l'image de Maurras et de l'AF comme « victimes » de la République et de la « judéo-maçonnerie » française au milieu des années 1930 ainsi que sur la renaissance à la même époque autour de la figure de Maurras de l'idée politique latine dans les rangs de l'extrême droite roumaine. En attendant, si l'on peut tenter un bilan sommaire de la réception favorable du discours de l'Action Française et de l'image de ses chefs dans la Roumanie des années 1920 on peut dire que celle-ci représente une étape importante dans la délégitimation non seulement du parlementarisme en tant que régime

politique mais aussi de l'image de la République Française dans une bonne partie de la droite roumaine. C'est ainsi que par cette double dévalorisation, de la démocratie en général et de la France républicaine, la voie sera ouverte pour l'orientation d'une partie de la droite roumaine vers l'Italie fasciste et, ultérieurement, vers l'Allemagne nazie. On sait que plusieurs futurs chefs de la Garde de fer roumaine (fondée en 1927) étaient des lecteurs de Maurras pendant les années 1920 et au moins un d'entre eux se trouvait en correspondance avec le leader de l'AF. Pour Ion Mota, futur numéro deux de la Garde de fer et traducteur des *Protocoles des sages de Sion*, Charles Maurras, auquel il écrit au moins deux longues lettres en 1924 et 1925, est d'abord important en tant que promoteur de l'antisémitisme en France⁴². Pour Mihail Polihroniade, qui sera dans les années 1930 le spécialiste en politique étrangère de la Garde, l'Action Française était ni plus ni moins que « la plus formidable citadelle de l'intelligence et du talent de tout le monde moderne »⁴³. Quant à un autre futur chef de la Garde de fer, Vasile Marin, nous savons d'après le témoignage de Mircea Eliade qu'« il était un lecteur passionné des 'réactionnaires' français, était abonné au journal *Action française* et connaissait tous les livres de Léon Daudet et Maurras »⁴⁴. Ainsi une des voies notables qui mènent vers le fascisme en Roumanie passe par la fréquentation des ouvrages et du journalisme de Maurras.

* * *

« Vis-à-vis de la France, il y a dans l'ensemble du peuple roumain une tradition d'affection, de reconnaissance et de respect, qui remonte à Napoléon III, protecteur des Principautés unies, et qui s'est avivée au cours de la Grande Guerre. Les noms du général Berthelot⁴⁵ et de M. de Saint-Aulaire⁴⁶ sont demeurés ici universellement populaires. Comme nous avons à faire à un peuple mobile, ces sentiments demandent à être sans cesse entretenus » écrivait en avril 1933 le ministre de France à Bucarest dans un rapport envoyé au Quai d'Orsay⁴⁷. Le ministre Gabriel Puaux, qui occupa son poste en Roumanie de juin 1928 à avril 1933, s'est montré très soucieux à l'égard des distances qu'auraient pu prendre vis-à-vis de la France certains hommes politiques roumains à commencer par le roi Carol II lui-même⁴⁸. Un recouplement de sources variées – rapports diplomatiques français, articles de journaux, journaux intimes et mémoires d'hommes politiques roumains (Nicolae Iorga, Grigore Gafencu, Mihail Manoilescu) suggère qu'à partir de 1931-1932, l'idée

d'un rapprochement (d'abord économique) avec l'Allemagne, voire d'une réorientation des alliances de la Roumanie gagne du terrain notamment dans l'entourage du roi Carol II, installé sur le trône en 1930. « Carol II ne ménage pas les paroles de politesse à l'égard de la France : il réserve son admiration et sa sympathie à la vieille Allemagne impériale. Il éprouve également une inclination vers l'aristocratie magyare et un goût très vif pour la manière de Mussolini. Comme il se sait à cet égard en opposition avec la majorité de la nation roumaine, il se surveille et consent à faire par raison une politique que son cœur n'approuve pas », concluait Puaux dans le document déjà cité⁴⁹. Ce point de vue sur l'ampleur de la germanophilie du roi était un peu abrupt et certains hommes politiques roumains, dont le diplomate Grigore Gafencu, s'étaient évertués à le nuancer. « Même si le roi tentait une autre politique (que celle d'alliance avec la France)... il ne pourrait la mettre en exécution car tous les hommes politiques – les partis et même les 'personnalités' – sont du côté de la Petite et de la grande Entente », disait Gafencu à Puaux en janvier 1931⁵⁰. Puaux savait néanmoins que parmi les proches du souverain se trouvaient à cette époque des italoophiles admirateurs du corporatisme mussolinien comme Mihail Manoilescu et des germanophiles comme Nae Ionescu, propriétaire de *Cuvântul* depuis 1928, auquel ses campagnes de presse des années 1929-1930 en faveur de l'intronisation du futur Carol II avaient valu une position importante au sein de la camarilla royale. Son choix de soutenir Carol II découlait non pas seulement de calculs opportunistes mais aussi de son idée fondamentale sur la nécessité de liquider l'héritage, essentiellement français, de la révolution de 1848 afin de transformer la Roumanie en un « État organique » au sommet duquel serait installé un monarque fort, une sorte de roi-dictateur. Sur l'itinéraire de cet antidémocrate impénitent qu'était Nae Ionescu, ce projet était un pas supplémentaire en direction de la solution totalitaire qu'il finira par embrasser à partir de 1933.

Au début des années 1930 Nae Ionescu, dont le journal *Cuvântul* sert d'officieux du Palais royal, est un des premiers à mettre en cause ouvertement l'axiome de l'alliance de la Roumanie avec la France dans une série d'articles remarquables, publiés en juin 1931. L'année avait pourtant débuté avec les nouvelles émouvantes de la mort du maréchal Joffre et du général Berthelot, l'ancien chef de la mission militaire française en Roumanie pendant la guerre. La presse et la radio roumaines avaient salué la mémoire des deux militaires disparus et la Chambre des députés avait consacré une séance spéciale pour commémorer le général

Berthelot. Le souvenir de l'alliance franco-roumaine pendant la guerre demeurait fort. Il contrastait néanmoins pendant les premiers mois de 1931 avec un refroidissement des relations bilatérales d'une part à cause des difficiles négociations menées par la Roumanie pour obtenir un emprunt auprès des banques françaises, de l'autre à cause de la réaction hostile de la presse parisienne lors de la formation en avril du gouvernement d'« union nationale » de Nicolae Iorga, suspecté de préparer la voie à un régime autoritaire du roi Carol II⁵¹.

La série de quatre articles publiés par Nae Ionescu en juin 1931⁵² autour de l'alliance franco-roumaine et de l'héritage politique français dans la constitution de l'Etat roumain moderne était d'abord un plaidoyer pour repenser les raisons d'une alliance franco-roumaine en niant tout « devoir de reconnaissance » que la Roumanie aurait eu à l'égard de la France à la suite de la Grande Guerre et des traités de paix. Nae Ionescu rappelle volontiers les réticences de Clemenceau vis-à-vis de la Roumanie lors de la Conférence de la Paix et met en doute les raisons de conserver les alliances qui datent de l'époque de la guerre. Si le but de la Roumanie est de conserver ses frontières d'après 1918, les bonnes alliances sont celles qui « tiennent compte de l'avenir et non pas du passé ». La préservation de ses frontières pourrait pousser la Roumanie à s'allier avec d'anciens ennemis, tout comme la France et l'Italie respectivement l'Allemagne et l'Autriche, anciens concurrents, ont fini par se retrouver alliés lors de la Grande Guerre. Pour la Roumanie, l'allié de l'avenir – Nae Ionescu se contente de le suggérer – pourrait être l'Allemagne.

La mise en cause de l'alliance française débouche dans la logique antidémocratique et autoritaire de Nae Ionescu sur une condamnation nette de l'autre dimension des rapports franco-roumains : le transfert d'idées, de valeurs, de pratiques et d'institutions politiques françaises dans le processus de formation de l'Etat roumain moderne après 1848. Le couronnement d'un éventuel abandon de l'alliance avec la France serait l'abandon de cet héritage politique français qui, aux yeux de Nae Ionescu, est artificiel par rapport aux modes d'existence de la société roumaine :

« La vie de notre Etat a été dominée en surface par une classe d'hommes politiques qui constituaient d'une certaine manière l'opinion publique visible et qui, formée essentiellement d'avocats partageant les conceptions et la culture française, ont donné à l'appareil *formel* de l'Etat et à la vie publique de nos villes une apparence surtout française. Sous cette apparence pulsait néanmoins la vraie vie quotidienne, le geste habituel de saine création du marchand, grand ou petit, de l'artisan et du laboureur,

qui n'avaient rien à voir avec la révolution de 1848, avec le parlementarisme et la démocratie ».

Et il conclut :

« chez nous l'influence française s'est manifestée uniquement dans les classes supérieures et n'a vivifié que des activités peu liées aux réalités roumaines »⁵³.

Dans son journal intime, Grigore Gafencu, à la fois francophile et lucide, a remarquablement situé la mise en cause par Nae Ionescu des prémisses de l'alliance franco-roumaine dans l'ensemble de la pensée et de l'action politique du directeur de *Cuvântul* qui demandait « des hommes nouveaux et un rythme nouveau » pour une Roumanie gouvernée de façon autoritaire :

« Toutes ces idées font partie d'une théorie. La théorie du 'monde qui change'. Selon elle il nous faut d'autres hommes, d'autres partis politiques, d'autres alliances. En réalité il s'agit d'une action purement négative de destruction de ce qui est, de destruction des bases mêmes de notre organisation étatique. Pour ce qui est de notre politique étrangère le moment est particulièrement mal choisi pour attaquer notre système d'alliances et pour affaiblir le sentiment de responsabilité de la France à notre égard alors même que toute l'Europe à part la France est en danger de sombrer. C'est de l'inconscience »⁵⁴.

Nae Ionescu n'était pas le seul à mettre en question publiquement les bases de l'alliance franco-roumaine. Le « pape » de l'antisémitisme roumain, le professeur A.C. Cuza, dont l'influence dans les milieux d'extrême droite était considérable, accusait en septembre 1932 la France à la tribune du Parlement de Bucarest d'avoir permis à son autre alliée, la Pologne, de signer unilatéralement en juillet un traité de non-agression avec l'URSS, en affaiblissant ainsi la position de la Roumanie qui conditionnait elle-même la signature d'un tel traité de la reconnaissance par Moscou de la frontière existante entre les deux pays.

« Permettez-moi de vous dire, clamait Cuza, que lorsque la France a laissé la Pologne, qui gravitent dans les cercles de la diplomatie française, la Pologne qui est l'ombre même de cette diplomatie, signer le traité de non-agression avec les Soviets sans attendre la signature du même traité par la Roumanie, permettez-moi donc de vous demander quel genre d'alliés avons-nous ? ».

Le principal problème de la politique étrangère roumaine était, selon Cuza

« le problème des rapports avec notre alliée, la France. Existe-t-il encore en ce moment les rapports d'autrefois entre la France et la Roumanie ou bien la France, par sa dernière action, a prouvé qu'elle a abandonné l'alliance avec la Roumanie ? »⁵⁵.

Le geste de la France qui signera elle aussi son propre pacte de non-agression avec l'URSS le 29 novembre 1932 prouvait l'écart qui commençait à se creuser lentement en matière de politique étrangère entre Bucarest et Paris et qui va s'accroître sensiblement lors de la signature du traité d'assistance franco-soviétique en mai 1935. Les rapports des deux pays avec Moscou ne suivaient pas la même voie et cela pèsera de plus en plus sur l'image de la France dans les milieux politiques et dans l'opinion roumaine. D'autre part la révision de l'alliance avec la France défendue publiquement par Nae Ionescu et A.C. Cuza était directement liée à l'intérêt accru de l'extrême droite roumaine pour l'ascension électorale du NSDAP en Allemagne dans les années 1930-1932. « Je ne cache pas que toutes mes sympathies sont orientées vers le mouvement de Hitler, en Allemagne, qui sera couronné de succès et qui apportera une profonde transformation des relations entre les peuples », affirmait Cuza dans le Parlement roumain dès décembre 1931⁵⁶. Si pour Cuza l'Allemagne allait devenir par le biais du national-socialisme la terre où s'accomplissait le rêve antisémite, pour Nae Ionescu le mouvement puis le régime nazi étaient l'incarnation du type de régime politique totalitaire auquel appartenait l'avenir des sociétés européennes. Le triomphe du nazisme lui confirme la mort prochaine du libéralisme et de la démocratie qu'il annonçait dès le milieu des années 1920.

* * *

Pendant les années 1932-1937 le développement de l'extrémisme de droite en Roumanie, qui ne se réduit pas à la Garde de fer et qui se manifeste bruyamment à travers une presse de plus en plus nationaliste et antisémite, montre la diminution du poids de la mémoire de la guerre dans la construction de l'image de la France et des rapports franco-roumains. L'importance s'accroît, dans un contexte international trouble, de la comparaison défavorable des évolutions politiques françaises

par rapports à celles d'Italie ou d'Allemagne. Les jugements portés à droite sur la politique intérieure et la politique étrangère de la France se rejoignent de plus en plus dans la construction des images négatives de la France politique dans l'opinion roumaine. Il s'agit ici aussi d'un phénomène de génération – le glissement d'une partie de la jeunesse roumaine des années 1930 vers la Garde de fer est lié, entre autre, à la fascination pour l'Allemagne ou pour l'Italie fasciste qui supplante l'admiration parfois totale pour la France des générations antérieures. Les cas de jeunes intellectuels comme Emile Cioran, Mircea Eliade, Constatin Noïca, Vintilă Horia et bien d'autres encore illustrent ce phénomène. Ce n'est pas par hasard que les trois premiers soient en même temps beaucoup moins dépendants par leur formation même de l'emprise culturelle française. Cioran et Noïca subissent très tôt l'influence intellectuelle allemande, tandis qu'Eliade doit beaucoup au contact précoce avec la culture italienne et espagnole.

1936 apparaît comme l'année où, sous l'action des événements se précisent et s'articulent dans la presse roumaine de droite et surtout d'extrême droite les représentations longuement mûries depuis une décennie d'une France ambiguë politiquement aussi bien en termes de régime politique que de politique étrangère. Les événements qui se précipitent pendant 1936 à l'échelle de l'Europe mais aussi à celle de la France et de la Roumanie favorisent l'émergence d'une critique sans précédant de la France dans les rangs de la droite roumaine.

Au début de l'année avaient eu lieu la première visite du roi Carol II à Paris depuis six ans et la signature d'un accord commercial entre la France et la Roumanie⁵⁷. Décoré avec la 'Médaille Militaire', le monarque avait évoqué, entre autre, « la fraternité d'armes qui a existé et existera toujours » entre l'armée roumaine et l'armée française⁵⁸. Néanmoins, le traité d'assistance franco-soviétique qui sera ratifié par la France en février 1936 avait mécontenté une partie de la classe politique roumaine⁵⁹ d'autant plus que la Tchécoslovaquie, alliée de la Roumanie et de la France, avait signé le même type de traité avec Moscou. D'autre part, les tentatives françaises d'influencer la politique intérieure de la Roumanie avaient soulevé des protestations dans les rangs de l'extrême droite roumaine. La Garde de fer avait déjà accusé par la voix de son chef Corneliu Codreanu « les banquiers judéo-maçons de Paris » d'avoir poussé le gouvernement de I.G. Duca à dissoudre ce mouvement fasciste en décembre 1933, à la veille des élections législatives⁶⁰ tandis que le théoricien du corporatisme et admirateur de Mussolini, Mihail Manoilescu

désignait Paris dans ses rapports avec Bucarest comme « une nouvelle Sublime Porte dont les faveurs étaient recherchés par tous les arrivistes de Roumanie »⁶¹.

Quelques semaines après la visite de Carol II à Paris, la violation par l'Allemagne du traité de Locarno le 7 mars 1936 avec, comme conséquence, la remilitarisation de la Rhénanie par le Reich jetait le trouble dans les relations internationales. Le recul français, après un raidissement initial, est bien saisi dans la presse roumaine de droite qui l'associe avec l'ascension politique du Front populaire dans les mois qui précèdent les élections législatives d'avril et mai. Par contre la presse roumaine de gauche essaie de réduire la signification de ce recul. Le directeur nationaliste d'un des plus importants quotidiens roumains – *Universul* – déclarait au journal français *L'Ordre* dans un entretien repris ensuite par son propre journal :

« Il m'est difficile de cacher à mes chers amis français que le pacifisme poussé à l'excès dont a fait preuve la France devant les audaces les plus dangereuses de l'Allemagne a déterminé beaucoup de gens chez nous à se demander pourquoi la France ne se décide-t-elle pas à utiliser au service de la paix la force immense et bien réelle dont elle dispose »⁶².

Pamfil Șeicaru, directeur du journal *Curentul* qui regrettait lui aussi la force du pacifisme en France et dénonçait la présence au sein du gouvernement français de Jean Zay, l'insulteur dans un pamphlet de 1924 du drapeau tricolore⁶³, écrivait avec moins d'égards :

« Si l'Allemagne... était assurée de voire se dresser devant elle, dès son premier geste (agressif) une France unie, nationaliste, avec un formidable potentiel de combat, serait-elle tentée si facilement de jouer au jeu de la provocation ? ».

Et, en incriminant pour la faiblesse de la France « la liturgie pacifiste et protestataire » dominante dans ce pays, il ajoute :

« Mais comment demander la totale liquidation de cette doctrine qui anémie la France lorsque à Paris c'est M. Léon Blum qui promène son profil césarien ? Devant l'Allemagne galvanisée par le nationalisme, la paix ne peut être assurée que par une renaissance du nationalisme français »⁶⁴.

On retrouve condensés dans les propos de Șeicaru aussi bien l'explication par la politique intérieure de la France des échecs de politique étrangère de ce pays que le thème, plus ancien, des « deux France » qui s'opposent. Avec la montée en puissance du Front Populaire qui culmine avec sa victoire électorale et la formation, le 6 juin, du cabinet Léon Blum, le thème des « deux France » qui gagne du terrain rapidement dès le début de l'année 1936, devient la principale grille de lecture de l'actualité politique française dans les journaux de la droite roumaine toutes tendances confondues. Mais, cette fois-ci, devant la France nationaliste, traditionaliste et antirépublicaine représentée par Maurras et l'Action Française ne se dresse plus la IIIe République « radicale », celle des années 1920 et d'avant l'éclatement de « l'affaire Stavisky » en 1934. Il y a maintenant une France de Lénine et une France de Jeanne D'Arc, constate Nicolae Iorga après avoir assisté successivement, en février 1936, à deux défilés populaires à Paris.

« La France est présente aussi bien d'un côté que de l'autre... . S'agit-il de deux camps prêt à s'affronter jusqu'à la dernière goutte d'énergie au profit de l'ennemi qui guète, satisfait, à la frontière ? C'est la question que se posent... ceux qui aime le peuple français et qui comptent sur la force de la France »⁶⁵.

L'extrême droite roumaine ne partage pas ce genre d'inquiétude généreuse. Il importe plus à ses yeux que la République « radicale » ait été remplacée en tant qu'adversaire des nationalistes et des antisémites français par une France encore plus illégitime, celle de la gauche au pouvoir, noyauté par les communistes et qui propulse pour la première fois à la tête d'un gouvernement français un Juif.

Dès le premier tour des élections française d'avril 1936 le problème de la sécurité de la Roumanie dans les nouvelles conditions politiques créées en France préoccupe l'ensemble de la droite roumaine : « Dans l'éventualité d'un conflit avec les Soviets je n'arrive pas à m'imaginer l'aide que se dépêcherait de nous donner la France de M. Cachin !⁶⁶ Face à nos difficultés intérieures, les éventuelles pressions exercées par un gouvernement Blum me semble, en même temps, indésirables. Nos traités d'alliance, le pacte de Versailles, celui de Trianon, la préservation de nos frontières ? Mais que peux encore garantir et que peux encore protéger une France désarmée par le communisme ? », se demande le journaliste nationaliste, admirateur de Maurras, Toma Vlădescu⁶⁷.

L'hostilité aux Fronts Populaires de France, d'Espagne et d'ailleurs est d'autant plus grande en 1936 dans les rangs de la droite roumaine et d'une bonne partie de la société à cause des deux procès retentissants dans lesquels sont jugés à Chişinău et Craiova deux groupes de militants communistes. A Craiova, le procès d'Ana Pauker et de ses 18 camarades reçoit par l'action du Comintern une publicité internationale et l'on fait appel, sans succès néanmoins, à André Gide, André Malraux, Paul Langevin, Paul Daladier, Léon Blum, Romain Rolland pour qu'ils se constituent en témoins de la défense. « Un rapport de la Siguranța (les services secrets roumains) signalait plus de 70 organisations basées uniquement en France qui avaient envoyé des appels et des protestations à Bucarest (en faveur des accusés) »⁶⁸. Un avocat français, Philippe Lamour, vient même en Roumanie pour plaider en faveur des accusés communistes du procès de Chişinău, tandis que plusieurs écrivains français protestent contre ce même procès⁶⁹.

La victoire du Front Populaire français, vu comme un instrument des communistes français et de la IIIe Internationale, a contribué non seulement à approfondir le clivage droite-gauche en Roumanie, devenu, de ce fait, encore plus conflictuel à l'été 1936, mais a poussé aussi la presse de droite roumaine à se pencher avec des attentes renouvelées sur « l'autre France » politique, « la vraie », autrement dit, sur les mouvements nationalistes et fascistes français de l'époque. La recherche, parfois frénétique de « la vraie France » politique par certains journaux et hebdomadaires de droite et d'extrême droite – tel *Porunca Vremii*, *Sfarmă Piatră*, *Vremea*, *Buna Vestire*, etc. – confère pendant les années 1936-1937 une visibilité sensiblement accrue dans la presse roumaine au différents partis et ligues françaises nationalistes ou fascistes tel « Les Croix de feu » du colonel La Roque, le Parti Populaire Français de Jacques Doriot, le « francisme » de Marcel Bucard sans plus compter l'Action Française de Maurras qui demeure le mouvement nationaliste français le mieux connu en Roumanie. De même la visibilité d'hebdomadaires français d'extrême droite tel *Candide*, *Gringoire* et *Je suis partout* augmente de façon dramatique à cette même époque notamment à travers la reprise de caricatures et de commentaires politiques sur l'actualité française dans les pages de la presse roumaine de droite. Des hebdomadaires comme *Sfarmă Piatră* ou *Vremea* vont colporter des dizaines et des dizaines de caricatures françaises (photos 7, 8, 9)* mais aussi italiennes et allemandes dont l'objet sont Léon Blum et la France du Front populaire.

La production roumaine de caricatures visant Léon Blum et le Front Populaire semble avoir été assez restreinte mais elle participe à l'interprétation polémique par la droite roumaine des changements politiques qui ont lieu en France tout comme aux combats symboliques qui opposent sur ce sujet la presse de droite et celle de gauche. Tandis que la presse de gauche tente de donner à travers les photos une image positive de Léon Blum, soit comme victime de l'agression physique des militants d'extrême droite (photo 1) soit comme homme d'action énergique et déterminé (photos 2 et 3), le caricaturiste Anestin exploite à fond un thème polémique et depuis longtemps enraciné dans le discours et la caricature politique de l'extrême droite française – celui de la « féminité » de Léon Blum. En France, à partir de 1926, les caricatures qui travestissent Léon Blum en femme s'accumulent notamment lors de campagnes électorales et se joignent à tout un registre d'épithètes insultant sur sa prétendue « féminité »⁷⁰ associée à ses idées libérales sur le mariage et la sexualité mais aussi à ses origines juives et à sa prétendue homosexualité. Chez le caricaturiste roumain de *Vremea* la « féminité » ou l'ambiguïté sexuelle de Blum se confond avec l'image de la faiblesse toute féminine de la France républicaine et pacifiste (photos 4, 5, 6). L'arrivée de Blum à la tête du gouvernement français n'est que la dernière conséquence de la féminité politique intrinsèque au régime démocratique et au parlementarisme.

Le recours à la figure de Maurras et à son nationalisme antisémite procure à l'extrême droite roumaine un des repères les plus commodes pour l'interprétation de la situation politique de la France dans les années 1936-1937. La dissolution de l'Action Française en février 1936 et la condamnation de son chef d'abord à trois mois (mars 1936) ensuite à douze mois de prison ferme pour incitation au meurtre (mai 1936) vont couronner comme jamais auparavant Maurras de l'aura du martyr non seulement en France mais aussi en Roumanie. La victimisation du vieux chef de l'AF facilite la canalisation de l'antisémitisme et de l'anticommunisme roumain d'extrême droite en direction d'un discours profondément hostile au régime du Front Populaire. La rencontre entre l'antisémitisme roumain et l'antisémitisme maurrassien n'a jamais été aussi complète qu'à cette époque et elle ne peut qu'être stimulée par la vague de haine antisémite qui vise en France même la personne de Léon Blum. Dans la mesure où celui-ci qui est la figure centrale de l'année politique 1936 en France attire sur lui les foudres de l'antisémitisme français dans un lynchage médiatique permanent doublé d'une tentative

de lynchage tout court en février, on assiste à une sorte de réédition de l’Affaire Dreyfus. L’année 1936 marque de ce point de vue en France le début d’une nouvelle vague de nationalisme antisémite, xénophobe et antiparlementaire que même la démission du gouvernement Blum en juin 1937 – après un an seulement – ne va apaiser. Pour Michel Winock « la littérature antiblumiste, antisémite dès années qui précèdent la seconde guerre mondiale en dit long sur la pérennité de la mythologie nationaliste du temps de Dreyfus »⁷¹.

Charles Maurras devient aux yeux des antisémites roumains l’anti-Blum par excellence. Le nombre d’articles qui mentionnent ou développent cette opposition est considérable.

« Pendant que les portes de la prison s’ouvrent devant Charles Maurras, Léon Blum accède à la tête de la France ! Nous ne pouvons dire plus car la censure roumaine défend M. Blum plus encore qu’elle ne défend M. Tătăărăscu⁷² lui-même ! Mais regardez cet infâme spectacle... dans lequel se reflète la tragédie d’une noble nation que nous aimons passionnément... car jamais de la tête d’aucun Roumain ne s’est effacé l’amour immense que Napoléon III a instillé dans les fondations même des Principautés Roumaines (Unies) ». ⁷³

« Pour la France de Charles Maurras » s’intitule l’éditorial d’où sont tirés ces lignes, publié dans le journal violemment antisémite *Porunca Vremii* le lendemain de la deuxième condamnation du chef de l’AF à la prison ferme en mai 1936⁷⁴. Un autre article, publié en février dans l’hebdomadaire *Sfarmă Piatră* peu avant la première condamnation de Maurras – à trois mois de prison – s’intitulait « Entre Charles Maurras et Léon Blum » et s’achevait avec les mots : « La France c’est lui qui l’incarne : Blum ! Tandis que Charles Maurras doit être condamné ! Triste conclusion »⁷⁵. « Charles Maurras martyrisé à cause de Léon Blum ! s’exclame, à son tour, Nichifor Crainic. Voilà une terrible errance qui n’est possible que dans un pays dont l’esprit des institutions est défiguré par la judéo-maçonnerie »⁷⁶

La France de Maurras est « la France éternelle, la France d’Henri IV et de Saint Louis, de Jeanne D’Arc et de Charles Péguy... (qui) assiste impuissante à l’isolement et à l’effritement de la gloire d’une nation »⁷⁷. Surtout à partir de 1936, la figure de Maurras servira pour une partie de l’extrême droite roumaine, de point d’ancrage d’une renaissance de l’idée politique latine sous le signe d’une hypothétique solidarité des

« nationalismes latins » – italien, espagnol, portugais, français et roumain – à l'âge du fascisme montant. Maurras apparaît à plusieurs de ses admirateurs dans la Roumanie des années 1930 comme un précurseur de Mussolini, de Franco et de Codreanu. « La substance du nationalisme roumain est intimement apparentée à la doctrine de Charles Maurras, le maître de la régénération des pays latins. De Finistère aux bouches du Danube il a été l'étoile polaire qui a servi de repère aux phalanges, aux faisceaux, aux cohortes », écrit Nichifor Crainic en 1938⁷⁸. Dans l'hebdomadaire *Sfarmă Piatră*, Crainic et le jeune écrivain Vintilă Horia vont s'évertuer à promouvoir l'image d'un Charles Maurras dont la doctrine fait contraste avec le racisme nazi et sert de base à une version panlatine de fascisme. Un des articles de Crainic intitulé « Charles Maurras, maître du nationalisme latin » va jusqu'à opposer Maurras aux « aberrations nordiques » d'Alfred Rosenberg⁷⁹.

* * *

Les effets de la complexité contradictoire de l'image de la France politique dans la Roumanie des années 1930 sont encore difficiles à cerner. Les clivages entre la droite et la gauche se nourrissent en Roumanie de références quasi quotidiennes à la scène politique française et même pour les fascistes roumains les plus fascinés par le modèle nazi, les exemples français peuvent encore garder le rôle de terme de comparaison négatif. C'est le cas de Cioran qui ne trouve aucune source d'inspiration en France pour un nationalisme roumain « révolutionnaire » – « les idées politiques de Maurras et Daudet sont pour la Roumanie – pour ce que doit devenir ce pays – plus dangereuses que les courants les plus anarchistes, écrit-il en 1936. (...) Nulle part ailleurs le nationalisme n'est pas aussi *historique*, dans le mauvais sens du mot, c'est-à-dire fixé, attaché rigidement à un passé qui, malheureusement, ne peut être grand deux fois. (...) La France est un vieux pays aussi bien du point de vue biologique que historique »⁸⁰.

Deux effets de l'érosion du prestige de la République Française dans les rangs de la droite et de l'extrême droite roumaine sont plus aisément décelables. D'une part cette érosion est allée de paire avec celle du régime parlementaire roumain qui, déjà médiocre dans les années 1920, dégénère dans les années 1930 pour être formellement aboli en février 1938. De l'autre l'effritement de l'image de la politique française, tant

intérieure qu'étrangère a contribué à l'apparition dans les rangs de la droite roumaine d'une catégorie diffuse mais palpable et de plus en plus influente d'hommes politiques, de leaders d'opinion fascinés par une ou par les deux puissances fascistes majeures du continent. Leur rôle dans les décisions politiques a été le plus souvent ponctuel – voire les positions occupées à un moment ou un autre par Nae Ionescu, Mihail Manoilescu, Alexandru Averescu, Octavian Goga, A.C. Cuza, Nichifor Crainic – mais leur action sur l'opinion, par le biais de journaux et d'hebdomadaires politiques a eu, globalement, le caractère d'un travail de sape de l'image de la France en Roumanie issue du XIX^e siècle et de l'expérience de la Grande Guerre.

DOVEZI

... marile
... în
... obiecte

... toate
... în
... de unde s'a
... rezoluția s'a

Campaniile de violență ale extremei-drepte

Acstea duc fatal la asasinări și agresiuni, apoi la acțiuni de terorism individual. Acte de banditism în scris

Atentatul în contra d-lui Leon Bălcău

(De la corespondentul nostru din Paris)

În momentul când redacția de la Paris vă scria în ziua de ieri, vedeam că în ziua de azi, în Franța, s-a produs un fapt deosebit de grav și de trist. Este vorba de asasinarea d-lui Leon Bălcău, deputat în Camera Deputaților și membru al grupului de parlamentari din partea d-lui Leon Bălcău și d-lui Leon Bălcău.



... deși
... în
... în
... în
... în

LEI

... în
... în
... în

LEI

... în
... în
... în

FANATISM ÎNTR-UN CRIMA

... în
... în
... în

A. LEON BĂLCĂU, DEPUTAT

... în
... în
... în

ACTE DE BANDITISM ÎN SCRIS

... în
... în
... în

D. BERGER WALDENEGG ÎN FLORENȚA

... în
... în
... în

NOIUL DECAN AL FARMACIILOR DE FARMACIE

... în
... în
... în

AVIAȚIUNEA AGRESIVĂ ÎMPOTRIVA ANUI SĂDII AL ACTIUNII FRANCEZE

... în
... în
... în

FEVICIILE ÎN REGIUNEA ITALIE

... în
... în
... în

AVIAȚIUNEA ITALIANĂ ÎMPOTRIVA AFRICĂ

... în
... în
... în

SCHERK

După ce v'afi b

T

... în
... în
... în

TARGUL DE M

... în
... în
... în

Student' mea norveg

italiană

... în
... în
... în

Sărbătorirea victoriei de la Aniba

... în
... în
... în

Feticile în regiunea Italie

... în
... în
... în

Aviaționi italiani spre Africa

... în
... în
... în

Photo 1



Photo 4



Photo 5



Photo 6

coloniale ale



Photo 7

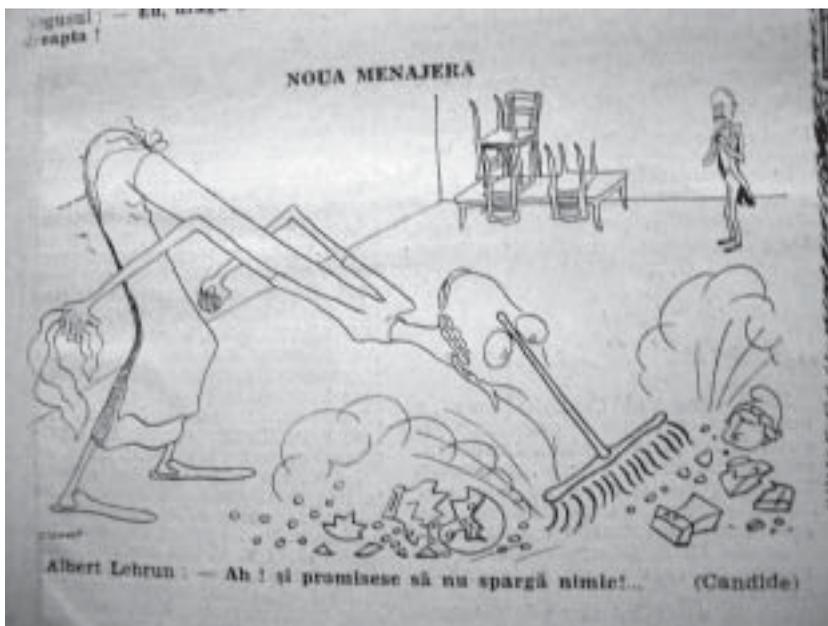


Photo 8



Photo 9

NOTES

- 1 Nicolae IORGA – *Memorii*, tome VII, Bucarest, 1939, p. 351.
- 2 Cité par *Adevarul* du 18 février 1936.
- 3 Rebecca HAYNES – *Romanian Policy towards Germany 1936-1940*, MacMillan Press, 2000; traduction roumaine Polirom, Iasi, 2003, p. 13.
- 4 Armin HEINEN – *Die Legion "Erzengel Michael" in Rumänien. Soziale Bewegung und Politische Organisation*, R. Oldenbourg Verlag, München, 1986 ; traduction roumaine Humanitas, Bucarest, 1999, p. 286-287.
- 5 Corneliu Zelea CODREANU – *Circulări și manifeste*, Colecția „Europa”, München, 1981, p. 97-100.
- 6 Traian SANDU – *La Grande Roumanie alliée de la France*, L'Harmattan, Paris, 1999, p. 80.
- 7 Jean-Baptiste DUROSELLE – *Politique étrangère de la France. La décadence, 1932-1939*, Ed. du Seuil, Paris, 1983.
- 8 Jean-Jacques BECKER – « L'opinion » in René REMOND (dir.) – *Pour une histoire politique*, Le Seuil, Paris, 1988, p. 162.
- 9 Alain GIRARD – « Sondages d'opinion et politique étrangère » in Léo HAMON (dir.) – *L'élaboration de la politique étrangère*, PUF, Paris, 1969, p. 40.
- 10 Jean-François SIRINELLI – *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XXe siècle*, Fayard, Paris, 1990, p. 40-55.
- 11 *Ibid.*, p. 41-42 et 43-47.
- 12 *Ibid.*, p. 50-51.
- 13 Tudor ARGHEZI – « Numerus clausus » in *Cugetul românesc*, an II, n° 1, janvier 1923.
- 14 Voir à ce sujet Vladimir TISMANEANU – *Stalinism for All Seasons. A political History of Romanian Communism*, University of California Press, 2003.
- 15 F. ADERCA – « Barbusse în România », *Cuvântul liber*, II, n° 44 du 7 septembre 1935.
- 16 *Ideea Europeană* n° 3 du 6 juillet 1919, n° 8 du 10 août 1919, n° 12 du 7 septembre 1919, n° 69 du 19 juin 1921, n° 79 du 16 novembre 1921 ; *Viața Românească*, XII, n° 1, mars 1920 et n° 8, octobre 1920 ; *Lucașăruț* n° 2-3 et 4 / 1920 ; *Fapta.Revistă politică-socială* n° 5, 12, 15, 16 / 1919 et n° 33 / 1920.
- 17 Entrée « Barbusse Henri » in *Dictionnaire des intellectuels français*, Le Seuil, Paris, 1996.
- 18 Stelian TĂNASE – *Clienții lui Tanti Varvara*, Humanitas, Bucarest, 2005, p. 87-89.
- 19 Entretien accordé par Barbusse à Ion Vinea dans la *Facla* du 18 novembre.
- 20 Romulus SEIȘANU – « Cine vorbește în numele opiniei publice din Occident ? Cazul Barbusse », in *Universul* du 22 novembre 1925.
- 21 Constantin BACALBAȘA – in *Adevărul* du 25 novembre 1925.
- 22 Stelian TĂNASE, *op.cit.*, p. 88.
- 23 Valeriu DOBRINESCU et Ion PĂTROIU – *Documente străine despre Basarabia și Bucovina 1918-1944*, Editions Vreemia, Bucarest, 2003, p. 76-78 et 80-81.

- 24 Octavian GOGA – « Procurorii umanității », in *Mustul care fierbe*, Editura
Scriptam Bucurest, 1992, p. 310.
- 25 *Ibid.* p. 81.
- 26 Philippe ORIOL – *Bernard Lazare*, Stock, Paris, 2003, p. 382-383.
- 27 Eugen WEBER – *L’Action française*, Fayard, Paris, 1985.
- 28 « Din străinătate », in *Ideea Europeană* du 29 juin 1924.
- 29 Nicolae ROȘU – *Conștiința națională*.
- 30 Eugen TITEANU – « De vorbă cu Charles Maurras », in *Cuvântul* du 30
novembre 1924.
- 31 Eugen TITEANU – « Jaurès la Pantheon », in *Cuvântul* du 3 décembre 1924.
- 32 Michel WINOCK – *Histoire de l’extrême droite en France*, Le Seuil, Paris,
1993, p. 129.
- 33 Pamfil ȘEICARU – « O lecție de bravură », in *Cuvântul* du 6 juin 1925.
- 34 Eugen TITEANU – « Maurrasism », in *Cuvântul* du 1^{er} août 1926.
- 35 Vlad GEORGESCU – *Istoria românilor de la origini până în zilele noastre*,
Humanitas, Bucurest, 1992, p. 151.
- 36 Pamfil ȘEICARU – « ‘Maurrassismul’ Cuvântului », in *Cuvântul* du 28 juillet
1926.
- 37 Edouard BERTH – *Guerre des Etats ou guerre des classes*, Rivière, Paris,
1924, p. 98. Cité par Pamfil Șeicaru in *Cuvântul* du 28 novembre 1924.
Voir aussi l’emploi de l’opposition Maurras-Lénine par Eugen Titeanu in
Politica du 14 août 1926.
- 38 Pamfil ȘEICARU – « Ordine și abdicare », in *Cuvântul* du 17 juin 1925.
- 39 *Action française* du 9 juin 1925.
- 40 Nae IONESCU – « Despre ‘feudalismul francez’ și alte articole de import ale
noastre », in *Cuvântul* du 19 août 1926.
- 41 Nichifor CRAINIC – « Cronica mărunță », in *Gândirea*, n° 7-8 / 1927.
- 42 Florin ȚURCANU – « Aux origines de la Garde de fer. Deux lettres de Ion
Moța à Charles Maurras », in *Studia Politica*, II, n° 2 / 2002.
- 43 Mihail POLIHRONIADE – « Răspuns lui Julien Benda », in *Ultima Oră* du 18
avril 1929.
- 44 Mircea ELIADE – « Ion Moța și Vasile Marin », in *Vremea* du 24 janvier 1937.
- 45 Chef de la mission militaire française en Roumanie pendant la Première
guerre mondiale.
- 46 Ministre de France en Roumanie de 1916 à 1920.
- 47 Traian SANDU, *op.cit.*, p. 274.
- 48 *Ibid.* Grigore GAFENCU – *Însemnări politice*, Humanitas, Bucurest, 1991,
p. 49-50.
- 49 Traian SANDU – *op.cit.*, p. 274.
- 50 Grigore GAFENCU – *op.cit.*, p. 49.
- 51 Nicolae IORGA – *Memorii*, tome VI, Bucurest, 1939, p. 90; Grigore
GAFENCU, *op.cit.*, p. 148; Mihail MANOILESCU – *Memorii*, tome II, Editura
enciclopedică, Bucurest, 1993, p. 255.

- 52 Nae IONESCU – « ...Și despre marii noștri aliați », « Solidaritatea vechilor aliați », « O legătură de dragoste... unilaterală » et « Lichidarea romantismului 48-ist », in *Cuvântul* du 12, 14, 18 et 19 juin 1931.
- 53 Nae IONESCU – « Lichidarea romantismului 48-ist », in *Cuvântul* du 19 juin 1931.
- 54 Grigore GAFENCU – *op.cit.*, p. 148.
- 55 A.C. CUZA – *Îndrumări de politică externă. Discursuri parlamentare rostite în anii 1920-1936*, Cugetarea-Georgescu Delafras, Bucarest, 1941, p. 78-79.
- 56 *Ibid.*, p. 69.
- 57 Gheorghe GHEORGHE – *Tratatele internaționale ale României 1921-1939*, tome II, Editura Științifică și enciclopedică, Bucarest, 1980, p. 464-465.
- 58 *Adevărul* du 7 février 1936.
- 59 Rebecca HAYNES, *op.cit.*, p. 13.
- 60 Corneliu Zelea CODREANU, *op.cit.*, p. 11.
- 61 Mihail MANOILESCU, *op.cit.*, p. 370.
- 62 *Universul* du 1^{er} mai 1936.
- 63 Pamfil ȘEICARU – « Ispășirea radicalismului bolșevizant », in *Curentul* du 28 mars 1936.
- 64 Pamfil ȘEICARU – « Din nou aria sancțiunilor », in *Curentul* du 18 mars 1936.
- 65 Nicolae IORGA – « De la Lenin la... Jeanne D'Arc », in *Neamul Românesc* du 23 mai 1936.
- 66 *Chef communiste, un des fondateurs du Parti communiste français.*
- 67 Toma VLĂDESCU – « Întrebarea domnului A.C. Cuza », in *Porunca Vremii* du 16 mai 1936.
- 68 Stelian TĂNASE, *op. cit.*, p. 253.
- 69 *Ibid.*, p. 247.
- 70 Jean VIGREUX – « Travestir Léon Blum », in Th. Bouchet (dir.) – *L'insulte (en politique)*, Editions Universitaires de Dijon, 2005, p. 122-126.
- 71 Michel WINOCK – *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Editions du Seuil, Paris, 1990, p. 171.
- 72 Premier ministre de Roumanie.
- 73 Ilie RĂDULESCU – « Pentru Franța lui Charles Maurras », in *Porunca Vremii* du 29 mai 1936.
- 74 *Ibid.*
- 75 Toma VLĂDESCU – « Între Charles Maurras și Léon Blum », in *Sfarmă Piatră* du 6 février 1936.
- 76 Nichifor CRAINIC – « Charles Maurras, dascălul naționalismului latin », in *Sfarmă Piatră* du 27 février 1936.
- 77 Arșavir ACTERIAN – « Mărturia unui prinț în exil », in *Vremea* du 11 avril 1937.
- 78 Nichifor CRAINIC – « Maurras cu laur academic », in *Porunca Vremii* du 12 juin 1938.
- 79 Nichifor CRAINIC – « Charles Maurras, dascălul naționalismului latin », in *Sfarmă Piatră* du 27 février 1936.
- 80 Emil CIORAN – *Schimbarea la față a României*, Humanitas, Bucarest, 1993, p. 206-207.